

GROUPEMENT DE CABINETS

REPUBLIQUE DU SENEGAL
A.R.M.P

Autorité de Régulation
des Marchés Publics

CABINET BEMF/For Africa

(EXPERTISE PASSATION DES MARCHES PUBLICS)

Sis au Point E (Rue de THIES x DIOURBEL)

DAKAR.

Tel : 00 (221) 33.824.49.13

E-mail : bemfall@yahoo.fr

BP: 1176/R.P.

CABINET G.T.I

(EXPERTISE COMPTABLE)

Sis à V.D.N x Liberté 6 Extension

N°88-Cité J.C.L. DAKAR

Tel : 00 (221) 33.867.56.55

E-mail : gti_expertises@hotmail.com

B.P: 21711 Dakar Ponty

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA GESTION 2011**

(GROUPE IV)

RAPPORT DEFINITIF

DE LA COMMUNATE RURALE DE TOUBA- MOSQUEE

AVRIL 2013

SOMMAIRE

0 - ABREVIATIONS ET SIGLES

CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

1.1.- DEROULEMENT DE LA MISSION

1.1.1 - Contexte

1.1.2 - Modalités d'intervention

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

1.1.2.3- Support informatique

1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

1.3 CONSTATS D'AUDIT

1.3.1- Echantillons

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

1.3.3- Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

1.3.4- Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

1.4 SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

CHAPITRE II - DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)

2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE

2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés

2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu

2.4.2- Echantillon pour l'audit technique

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique

CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1- RAPPELS SOMMAIRES

3.1.1- Réglementation en vigueur

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence

3.2.2- Exercice des Contrôles

3.2.2.1- Rappels succincts

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

3.2.2.3- Fonctionnement de la C.M

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier

3.2.3- Quid de le Régulation ?

CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION

4.1.1- Constats de carence documentaire

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution financière

4.1.2- Identification de fractionnements potentiels

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

4.2.1- DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES (D.A.O)

4.2.1.1- Rappels succincts

4.2.1.2- Constats spécifiques

4.2.1.3- Commentaires spécifiques

4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.A.O)

4.2.2.1- Rappels succincts

4.2.2.2- Constats spécifiques

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS

4.2.3.1- Rappels succincts

4.2.3.2- Constats spécifiques

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1- Rappels succincts

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE

4.2.5.1- Rappels succincts

4.2.5.2- Constats spécifiques

4.2.5.3- Commentaires spécifiques

4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES

4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE

4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier

4.3.1.1-Concernant les engagements

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

4.3.1.4- Limites identifiées de l'audit d'exécution financière

4.3.2- Constats sur l'audit de l'exécution financière

4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties contractuelles

4.3.2.2- Concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles

4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

4.4.1- Concernant les travaux routiers

4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil

4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement

4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime

4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études

CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES

5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage

5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES

5.2.1- Concernant le fractionnement

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

5.2.3- Concernant la gestion et le contrôle des marchés par Entente Directe

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

CHAPITRE VI - DOCUMENTS ANNEXES (MARCHES AUDITES / POINTS DE VERIFICATION)

0 – LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

AOO	Appel d’Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNQCE	Commission Nationale de Qualification et de Classification des Entreprises de BTP
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l’Administration Générale et de l’Equipement
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DASP	Direction d’Appui au Secteur Privé
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Proposition
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l’Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d’Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises

HTT Hors Toutes Taxes

DDP Droits de Douanes Payés

UEMOA Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

1.1 - DEROULEMENT DE LA MISSION

1.1.1 - Contexte

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues a posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

Il s'y ajoute que cet Audit de la gestion 2011 doit capitaliser sur les acquis et les enseignements tirés des Audits annuels précédents (depuis l'exercice 2008). Il faudra, désormais, prendre en compte certains aspects névralgiques constatés auprès de certaines structures spécifiques telles que :

- ✓ Les Etablissements Hospitaliers qui commandent des matériels biomédicaux dont les caractéristiques se révèlent très complexes et les fournitures très sensibles (au plan quantitatif et qualitatif) à l'exemple de la P.N.A (qui a finalement entraîné des impératifs de réaménagement du code des Marchés Publics).
- ✓ **Les Agences d'exécution et les structures d'infrastructures**, par exemples, qui nécessitent plus de visibilité **dans les taux d'exécution technique** de leurs prestations (Pourcentage de travaux réalisés **Versus** taux de paiement effectué). Ce qui impose, désormais, la présence dans les missions d'Audit d'Ingénieurs Spécialisés (en Génie Civil, en Génie Rural, en Infrastructures Hydro-Agricoles, etc). Il s'y ajoute qu'en cas de nécessité, pour mieux apprécier, la pertinence des choix des marchés et des fournisseurs ou autres prestataires, la mission d'Audit doit se doter de ressources humaines spécifiques pour des domaines particuliers dénommés « **Experts domaines** ».

Le consultant compte, pour l'audit 2011, apporter une **valeur ajoutée substantielle** que l'on peut résumer sommairement comme suit :

- **Une diversification satisfaisante des marchés** à auditer, en fonction de leur nature, de leur mode de passation ou de leur caractère dérogatoire ou non sur la base d'un échantillon très représentatif.
- **Des observations pertinentes corrélées à des recommandations pointues** (accompagnées de leurs modalités de mise en œuvre) à l'issue **d'une démarche innovante**, à savoir :
 - **Les rapports spécifiques d'ingénieurs spécialisés** notamment dans des marchés de travaux, d'équipements spéciaux (**Agronomes, Vétérinaires, Informaticiens, Biomédicaux, Pharmaciens, etc.**)
 - **Les contributions techniques substantielles** d'experts de « domaines » ciblés et identifiés lors de la mission proprement dite face à des Autorités Contractantes à activités spécifiques ou sectorielles telles que : **les hôpitaux et structures médicales, les projets d'agriculture et d'hydraulique, les projets de routes et d'infrastructures diverses.**

Les experts choisis pour cette tâche seront **des spécialistes de très haut niveau** dans leurs domaines de compétences respectives à quoi s'ajoutent des **compétences complémentaires avérées en matière de passation des marchés**

1.1.2- Modalités d'intervention

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

Tous les marchés retenus, dans le cadre de la présente revue, ont fait l'objet de vérifications détaillées sur la base des canevas fournis dans les TDR. Les points de vérification concernent toutes les étapes de la procédure de passation des marchés publics (**allant de l'avis d'appel d'offres ou lettre de consultation pour AOR ou DRP jusqu'à l'attribution définitive**).

Des points de contrôle supplémentaires ont été ajoutés, en cas de besoin, à l'initiative justifiée du consultant afin de déceler tous les points de non-conformités au code.

La revue de conformité a porté **sur un échantillon assez représentatif (en conformité avec les exigences des TDR)**, composé de :

. **AOO** (02marchés sur 02 sont examinés soit : **100%**)

. **DRP** (19 marchés sur 45 sont examinés soit : **42,22 %**)

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

SANS OBJET

1.1.2.3- Support informatique

Tous les travaux de revue sont **consignés électroniquement sur des clés USB** comprenant pour chaque marché audité :

- . Une fiche de description narrative de l'ensemble de la procédure de passation (**en WORD**)
- . Un canevas des points de vérification des différentes étapes de la procédure de passation (**en WORD**)
- . Une fiche synoptique qui fait la synthèse de la procédure de passation (**sur EXCEL**)

Par ailleurs, il faut noter que le cabinet a utilisé des **logiciels appropriés** pour **une meilleure qualité de ses analyses** concernant les tableaux et graphiques des échantillonnages effectués (**voir ci-après !**).

La valeur ajoutée qui en découle est que des commentaires sont faits sur la qualité des taux de couverture des marchés examinés, d'une part et d'autre part sur la qualité de la représentativité de l'échantillon pris globalement et par mode de passation.

1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

LA COMMUNAUTE RURALE DE TOUBA -MOSQUEE s'est conformée au nouveau code des marchés publics **de 2007 qu'à partir de l'année 2011, en mettant en place tous ses organes de passation des marchés**, à savoir : Commission des Marchés et Cellule de Passation des Marchés (**conformément aux termes de l'article 35 du code**)

. La Cellule de Passation des Marchés est instituée par arrêté n° 021/CRTM/PCR/SC du 24/03/2011

. La Commission des Marchés est instituée par arrêté n° 020/CRTM/PCR/SC du 24/03/2011

1.3- CONSTATS D'AUDIT

1.3.1 – Echantillonnage

L'échantillonnage des marchés à auditer s'est strictement basé sur les principes édictés dans les TDR de la mission , ce qui a donné **le tableau ci-après largement commenté dans le chapitre 2 à venir** et comprenant des graphiques assez illustratifs des taux de couverture atteints pour les marchés, objet de la présente revue

Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	2	105.536.359	2	105.536.359	100,00	100,00
Appel d'Offres Restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Entente directe	-	-	-	-	-	-
DRP	45	220.100.418	19	170.378.067	42,22	77,41
TOTAL	47	325.636.777	21	275.914.426		

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

1.3.3- Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

1.3.4 - Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

1.4 -- SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

1.4.1 - Concernant la préparation des dossiers d'appels d'offres

1.4.2 - Concernant les aspects liés à l'exécution financière des marchés

CHAPITRE II - DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)

a)Rappel des Objectifs de la Mission

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues à posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

b) La Conception des Services (Problèmes à résoudre)

Au-delà des vérifications récurrentes sur les causes d'anomalies et de non-conformités décelées habituellement sur les procédures de passation des marchés, il est désormais, impérieux **de comprendre et d'expliquer**, à l'issue des missions d'Audit, ce qui suit :

- Les longs délais observés et dénoncés par toutes les A.C sur le processus de contrôle à priori effectué par la DCMP sur les marchés atteignant les seuils de contrôle.
- Le nombre important des D.R.P (en montant et en volume) qui fait apparaître des aspects liés au fractionnement, et au renchérissement relatif des prix des marchés.

2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN OEUVRE

Le Consultant, en vue de l'atteinte des objectifs spécifiques de la mission, va adopter une démarche innovante afin de résoudre les problèmes nouvellement identifiés dans les missions d'Audit. Ainsi, la méthodologie va s'articuler comme suit :

- a) **Prise de contacts**, dès signature du Contrat et réception des lettres d'introduction signées par l'ARMP, avec les P.R.M des A.C du Groupe concerné grâce à l'accompagnement et à la facilitation de l'Expert de l'ARMP désigné à cet effet.
- b) **Calage des Réunions de prises de contacts** de la mission auprès de chaque A.C et finalisation d'un Chronogramme précis des activités sur la base du Plan de travail inclus dans le présent rapport.

c) Dépôt à J+10 du rapport préliminaire d'orientation méthodologique de la mission de l'ARMP qui fera l'objet d'une validation par le client.

d) Recherche documentaire et investigations diverses auprès des A.C afin de recueillir, de façon exhaustive, les données nécessaires au déroulement de la mission (**ces données devant être confrontées avec celles obtenues auprès de la DCMP et du Portail des Marchés Publics**). Il s'agit de :

- Plans de Passation des Marchés (de la 1^{ère} à la dernière version existante) pour chaque A.C ainsi que les copies des AGPM.
- Les Etats d'exécution budgétaire.
- Les Balances auxiliaires des Comptes fournisseurs.
- Les Extraits de grands livres.
- Les Arrêtés (ou Décisions) de Nomination des Membres de la C.P.M et de la C.M pour l'année à Auditer (2011).
- La charte d'Ethique et de transparence **signée dûment** par les membres de la C.P.M et de la C.M (Exercice 2011).
- Le système (et les locaux) d'archivage et de classement des contrats et marchés.
- L'organigramme de la structure, de l'A.C.

2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés



Vérification d'Amont en Aval de la conformité et de la régularité de l'ensemble des procédures de passation pour les Marchés définitivement retenus sur l'échantillon pour chaque A.C.

Cette étape passe, nécessairement par **l'utilisation stricte des tableaux-types inclus dans les TDR (Annexes 2 à 8)** que le **consultant prévoit d'améliorer, au besoin qualitativement**, notamment en ajoutant **des points de vérification additionnels**, comme suit :

EXEMPLES, à titre d'illustration (**que le Consultant compte introduire en plus**).

EXEMPLE 1- ANNEXE 2 : A.O.O

Les points de vérification **additionnels à prévoir** seraient :

-  L'A.O.O est National ou International ?
-  L'A.O.O est-il sans pré-qualification, avec pré-qualification ou en 2 étapes ?

EXEMPLE 2- ANNEXE 3 : A.O.R

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Description de la Procédure d'autorisation de l'A.O.R par la DCMP ?
- ✚ Les motifs évoqués : Urgence simple ? Urgence Impérieuse ?

EXEMPLE 3- ANNEXE 4 : PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Le choix de la méthode de sélection est-il judicieux ?
- ✚ Le score minimum et le système de pondération sont-ils objectifs ?

EXEMPLE 4- ANNEXE 5 : D.R.P

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Le degré de probabilité des cas de **collusion et surtout leur récurrence par rapport à l'année N-1**
- ✚ Les cas de simulacre de concurrence (Montants des devis ou factures « Pro-forma» en progression arithmétique / géométrique pour la couverture d'un attributaire choisi d'avance).

EXEMPLE 5- ANNEXE 6 : ENTENTE DIRECTE

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Les Rapports annuels requis pour les Marchés par E.D sont-ils faits régulièrement ?
- ✚ La mesure du taux de régression des marchés passés par E.D
- ✚ Les marchés par E.D comportent-ils systématiquement la clause de vérification à posteriori des prix de revient du titulaire.
- ✚ Le degré d'amélioration des motifs de rejet ou d'acceptation par la DCMP pour les marchés E.D (soumis à leur autorisation), si l'on tient compte des nécessités de justifications formulées en fonction de la nature des A.C

EXEMPLE 6- ANNEXE 7 : QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES.

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ L'identification du nombre de révisions des PPM
- ✚ Les justifications des révisions de PPM (du fait d'ajustements budgétaires, de nouveaux financements, de changement de modes de passation imposé ou non par la DCMP).

EXEMPLE 7- ANNEXE 8 : ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Les vérifications de signature ou non de la charte d'éthique et de transparence par les membres de la CPM et de la CM.
- ✚ Le respect ou non des délais règlementaires de convocation des Membres de la C.M.
- ✚ La régularité des Procès Verbaux élaborés par la C.M
- ✚ La remise systématique des P.V d'ouverture des plis aux Candidats à titre d'informations.

Identification des facteurs récurrents de non-conformité au Code des Marchés Publics, des anomalies majeures constatées, **en tenant compte de la nature de la présente mission et de son degré d'encadrement** ainsi que **des recommandations**) avec une démarche d'établissement de données statistiques pertinentes.

Cela favorisera une meilleure reformulation des nouvelles recommandations de la mission et d'en tirer des éléments substantiels de formation continue et de renforcement des capacités des Acteurs de la commande publique.

Elaboration de rapports individuels pour chaque Autorité Contractante en mettant en exergue (conformément aux normes d'Audit international) ce qui suit :

- **Une opinion sur les procédures de passation** consécutivement à une appréciation globale (y/c note chiffrée) indiquant les violations éventuelles à la réglementation, les anomalies et points de non-conformité identifiées sur les procédures de passation et d'exécution des marchés.
- **Les recommandations pertinentes** pour le futur, dans une logique de :
Zéro recours, zéro plainte, zéro anomalie ou non - conformité au code.

L'ensemble des recommandations sera formulé comme suit :

- Indications claires et précises notamment sur **les marchés où ont été décelés des indices de fraudes ou de corruption** (exploitables par l'ARMP, la Cour des comptes ou l'I.G.E en cas de nécessité).
- Déclinaisons possibles en modules ou thèmes de formation en faveur des acteurs de la commande publique dans les P.G.F à venir !

Organisation de séances de restitution, au niveau de chaque Autorité Contractante concernée, des rapports provisoires en vue de recueillir des réponses sur les non-conformités et observations diverses émises par les auditeurs de la mission.

Elaboration de rapports individuels (versions définitives) pour chaque Autorité Contractante **avec prise en compte des réponses formulées dans les délais impartis par les A.C concernées sur les rapports provisoires** (avec version électronique et nombre d'exemplaires papiers requis, conformément aux TDR).

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

Cette disposition prise dans la présente mission d'Audit permet de mieux maîtriser les aspects de contrôle ci-après :

- ✚ La matérialité des dépenses effectuées (Etat d'avancement réel versus décomptes et factures payées aux titulaires).
- ✚ L'état réel des prestations (travaux, équipements, fournitures ou services) en conformité avec les prix, les caractéristiques, le cahier des charges, les prescriptions techniques, etc.
- ✚ La régularité des P.V de réception provisoire, réception partielle, réception technique, réception définitive face aux contraintes des spécifications techniques, des délais requis et des normes spécifiées.
- ✚ Les éléments justificatifs (au plan technique et financier) des avenants ou marchés complémentaires, des ordres de services divers émis par les Autorités Contractantes.

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés

Concernant cet **Audit d'exécution physique**, l'innovation par rapport aux Audits précédents, c'est d'intégrer dans la mission, on a des experts spécifiquement orientés au sujet, à savoir :

- **Des ingénieurs de spécialités** avec des profils pointus à identifier sur la base de l'échantillonnage des marchés et de la nature des Autorités Contractantes.
- **Des experts « domaines »** avec des profils spécifiquement adaptés (**identifiés à posteriori**) tenant compte du niveau de complexité des marchés retenus à l'échantillon.

L'Audit d'exécution physique va insister davantage sur certains marchés de travaux en développant, au besoin, **grâce aux ingénieurs du Génie civil ou d'autres spécialités à préciser, de véritables rapports d'expertises précisant :**

- La conformité physique des dits travaux aux P.V (de réception provisoire ou définitive) dument élaborés et signés par les Autorités Contractantes.
- La régularité des documents existants confrontés aux constats physiques.
- L'existence et l'état de fonctionnement des ouvrages ou équipements divers.
- La cohérence des quantités prévues versus réalisées et l'adéquation des prix unitaires pratiqués versus les prix du marché concerné.
- La mise à jour ou non des malfaçons, réserves ou anomalies relevées dans les P.V de réception (provisoire, partielle ou définitive).
- Le contrôle systématique des prix de revient dans le cas de marché par entente directe conformément au code.

2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

Réalisation d'un échantillon significatif de marchés à auditer conformément aux TDR avec **des taux de couverture minimum en nombre ou en montant**, définis comme suit (conformément aux TDR) :

- Marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (à l'exclusion des marchés par E.D)..... : **15%.**
- Marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des Marchés (à l'exclusion des Marchés par E.D)..... : **25%**
- Demandes de Renseignements et de Prix (D.R.P) exprimées soit en Volumes ou en Montants..... : **25%**
- Marchés passés par Entente Directe et A.O.R..... : **100%**

2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

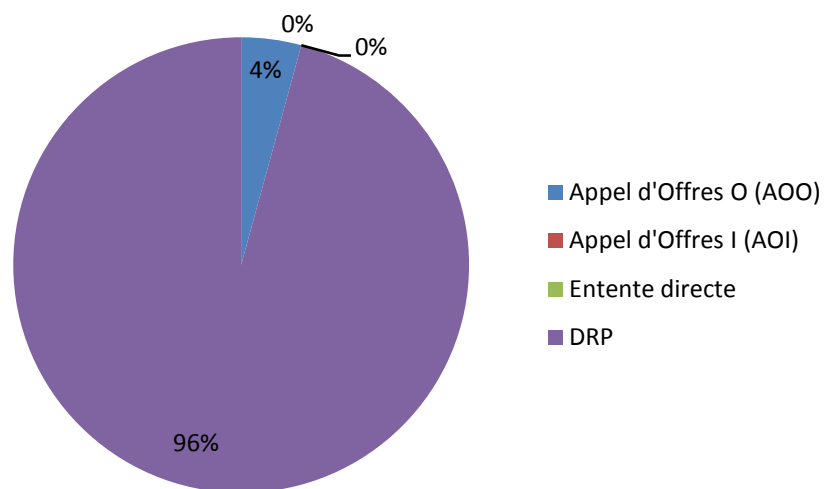
- Chaque Catégorie de marché (évoqué : a, b, c et d) doit comporter un nombre minimum de 10. Sinon, l'ensemble des marchés ≤ 10 sera audité.
- Chaque sous-population (par catégorie de marché) sera diversifiée tenant compte, à la fois :
 - **du mode de passation** : A.O.O, A.O.R, A.O avec Pré qualification, A.O en 2 étapes, A.O avec Concours, A.O.N, A.O.I.
 - **de la nature des marchés** : Travaux, Fournitures et Services Courants, Prestations Intellectuelles.

2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu

Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	2	105.536.359	2	105.536.359	100,00	100,00
Appel d'Offres Restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Entente directe	-	-	-	-	-	-
DRP	45	220.100.418	19	170.378.067	42,22	77,41
TOTAL	47	325.636.777	21	275.914.426		

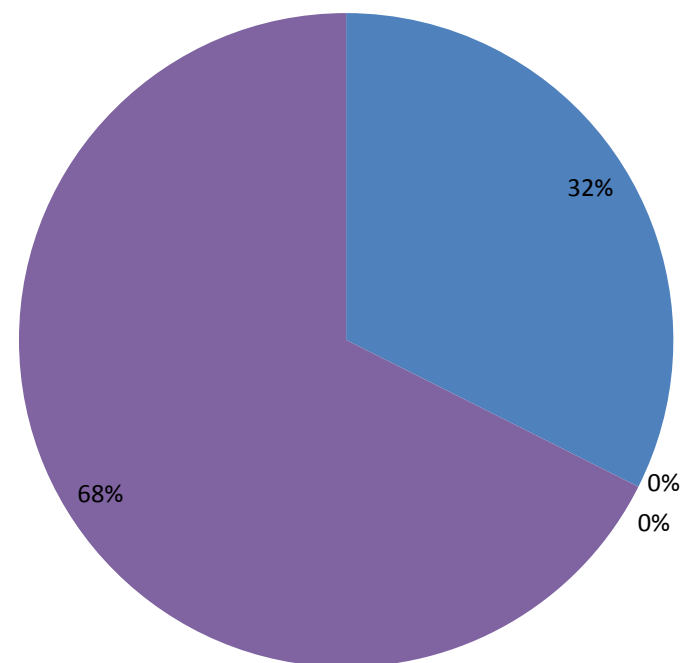
CARTOGRAHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

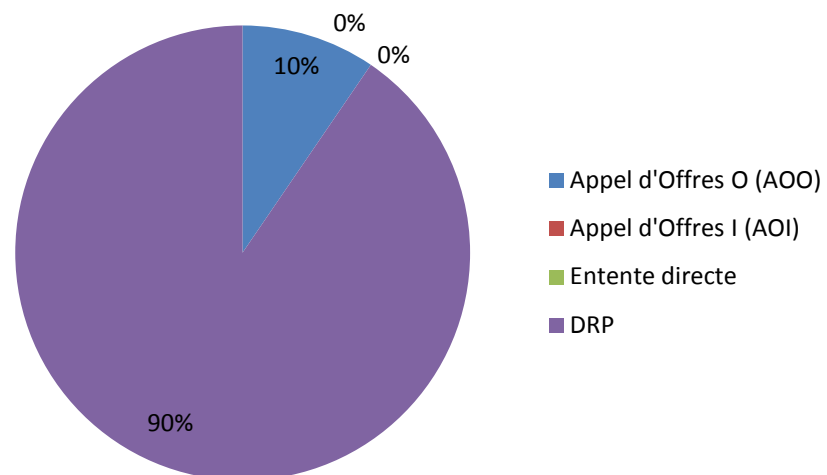
MARCHES PASSES AU TITRE DE LA GESTION 2011 EN NOMBRE



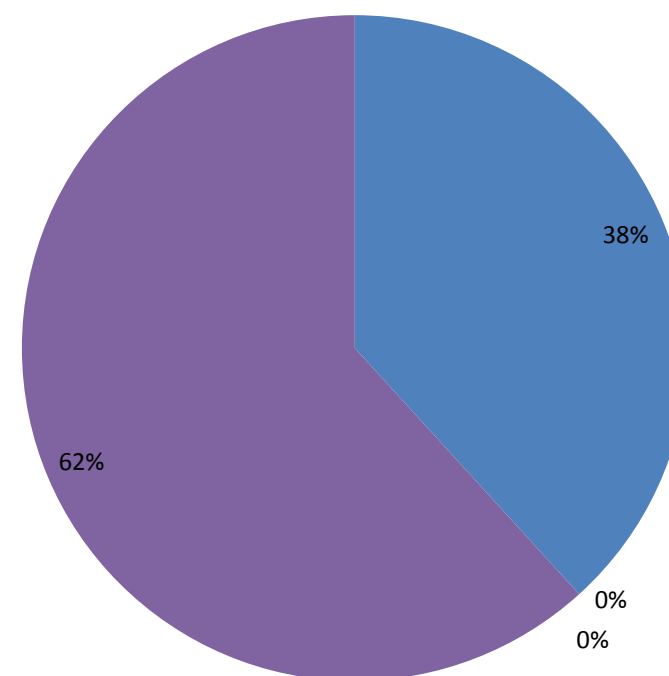
MARCHES PASSES AU TITRE DE LA GESTION 2011 EN VALEUR

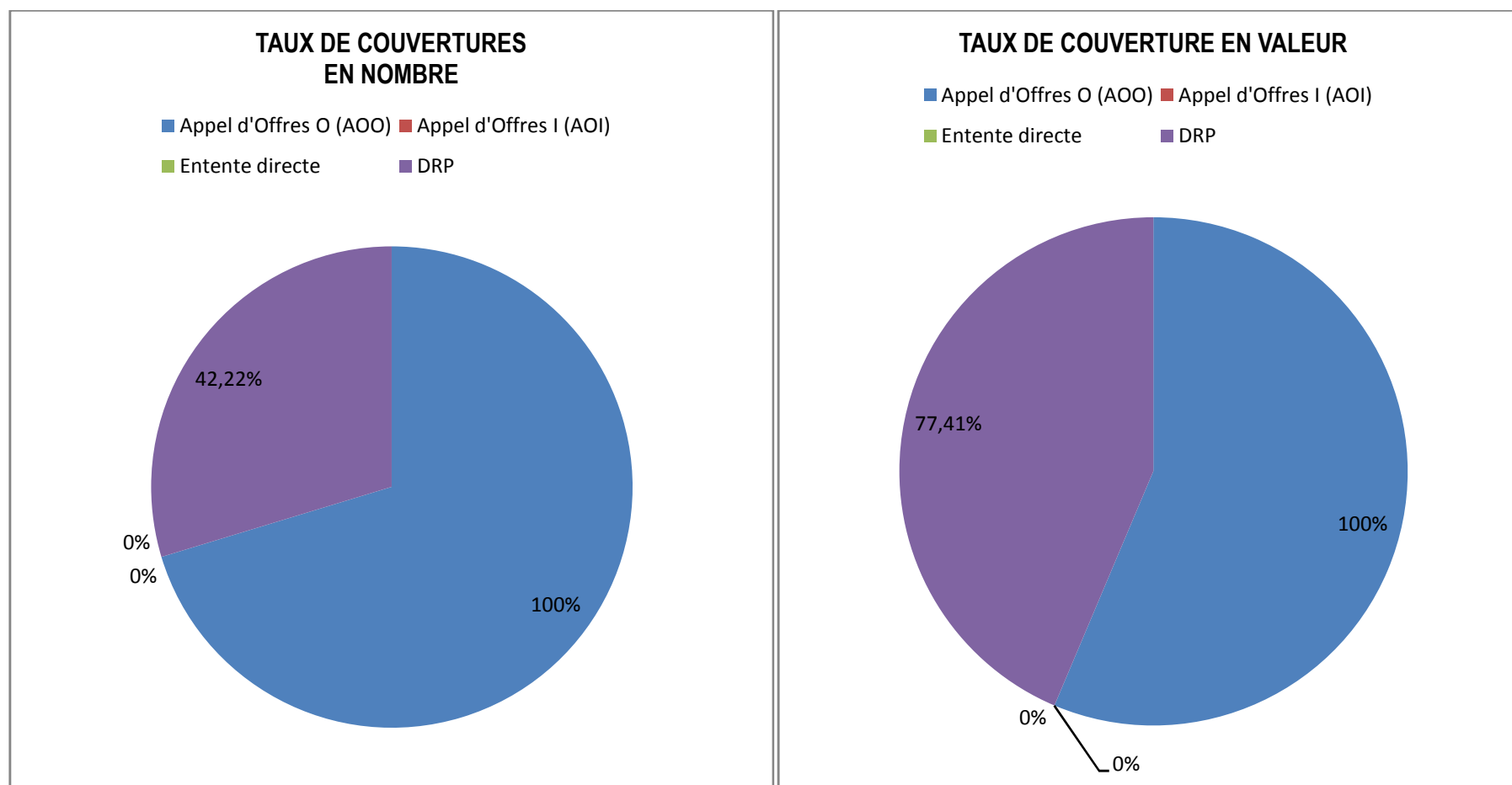
■ Appel d'Offres O (AOO) ■ Appel d'Offres I (AOI) ■ Entente directe ■ DRP



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR**MARCHES EXAMINES AU TITRE DE LA GESTION 2011
EN NOMBRE****MARCHES EXAMINES AU TITRE DE LA GESTION 2011
EN VALEUR**

■ Appel d'Offres O (AOO) ■ Appel d'Offres I (AOI) ■ Entente directe ■ DRP



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

L'analyse descriptive de l'échantillon retenu, permet, sur la base du tableau et des graphiques ci-dessus, de confirmer ce qui suit :

. **Le taux de couverture des marchés examinés dans la présente revue**, s'est manifesté comme suit :

. **A.O.O (100% en nombre et 100% en valeur face aux taux prévus dans les TDR, soit : 15%)**

. **D.R.P (42,22 % en nombre et 77,41 % en valeur face aux taux prévus dans les TDR, soit : 25%)**

. **Le taux moyen pondéré relatif de chaque mode de passation par rapport au volume global des marchés passés**, est calculé comme suit (voir les graphiques ci-dessus qui se révèlent assez illustratifs de l'analyse ci-après) :

. **A.O.O (10% en nombre et 38% en valeur)**

. **D.R.P (90% en nombre et 62% en valeur)**

NOTA BENE :

Cet échantillonnage a fait l'objet de **TABLEAUX SYNTHETIQUES** qui ont été élaborés pour chaque marché retenu dans l'échantillon défini ci-dessus, en fonction des modes de passation : A.O.O, D.R.P (**voir le chapitre VI : DOCUMENTS ANNEXES !**). Ces tableaux visualisent, de façon synoptique, les différents points de vérification retenus à l'audit, avec les appréciations spécifiques à chaque étape de la procédure ainsi que l'appréciation globale pour chaque marché audité !

2.4.2- Echantillon pour l'audit technique

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

Réalisation d'un second échantillonnage de marchés destinés à l'audit d'exécution physique et qui porte sur **25% des marchés en cours d'exécution ou déjà réalisés durant la gestion concernée et en particulier avec le ciblage des marchés litigieux et de ceux passés par entente directe**

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique

SANS OBJET

CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1- RAPPELS SOMMAIRES

3.1.1- Réglementation en vigueur

L'audit des marchés publics est une disposition impérative du code des marchés publics découlant spécifiquement de l'article 144 du chapitre 3 (**contrôle externe et a posteriori**).

A ce titre, il est judicieux de rappeler **les seuils de passation et de contrôle des marchés** (par nature : travaux, fournitures et services, prestations intellectuelles) applicables à LA COMMUNAUTE RURALE DE TOUBA MOSQUEE, d'une part et **les seuils d'approbation des marchés par les autorités compétentes de LA COMMUNAUTE RURALE DE TOUBA MOSQUEE**, d'autre part .

Il s'y ajoute que LA COMMUNAUTE RURALE DE TOUBA MOSQUEE est assujetti aux termes de **l'article 53.1 du code** et aux arrêtés ministériels d'application évoqués ci-après (**n°:11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**)

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA COMMUNAUTE RURALE DE TOUBA MOSQUEE EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DUMINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Types de marché	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et Services	15	150	40	400	≥ 30	≥25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	≥35

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

LA COMMUNAUTE RURALE DE TOUBA MOSQUEE est une collectivité locale ; à ce titre, les conditions d'approbation de ses Marchés s'établissent comme suit :

Seuils d'approbation	Autorité d'approbation
Montant du marché est inférieur à 15.000.000 F CFA	Non soumis a la formalité d'approbation
marché d'un montant égal ou supérieur à 15 millions F CFA	Représentant de l'Etat

3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS**3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D**

La Maitrise d'Ouvrage Déléguée n'est pas mise en œuvre au niveau de la COMMUNAUTE RURALE DE TOUBA MOSQUEE, telle que visée par l'article 31 du code. En effet, l'organisation technique et administrative de la COMMUNAUTE RURALE DE TOUBA MOSQUEE, en place, permettent à la COMMUNAUTE RURALE DE TOUBA MOSQUEE de se passer actuellement des services de MOD.

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

RAS

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence**a) COMMISSION DES MARCHES**

La Commission des Marchés de la COMMUNAUTE RURALE DE TOUBA MOSQUEE a été instituée, pour la gestion 2011, par arrêté **n° 020/CRTM/PCR/SC du 24/03/2011** portant modification de la création et composition de la commission des marchés publics, comme suit :

Les membres titulaires :

1. Monsieur Hamet MBACKE 1er vice PCR , Président
2. Monsieur Abdou Rassak NDIAYE, Inspecteur du Trésor, Membre
3. Monsieur Birane GAYE, conseiller Membre
4. Monsieur Moustapha SAWE, conseiller Membre
5. Monsieur Ibrahima KA, Secrétaire communautaire Membre

Les membres suppléants :

1. Monsieur Thierno NDIAYE, Conseiller
2. Monsieur Mamadou LECOR, Chef du bureau CL
3. Monsieur Diadia GAYE, Conseiller
4. Monsieur Alioune SYLLA, Conseiller
5. Madame Ndèye Ngoné NDAW, agent communautaire

b) CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés est instituée, au titre de la gestion 2011, par **arrêté n°321/CRTM/PCR/SC du 24/03/2011**.

1. Président : M. Moustapha MBACKE, Conseiller
2. Membres : Idrissa CISSE NDIAYE Conseiller
3. M. Massamba DIOP, Conseiller
4. M. Abdourahmane SYLLA, Conseiller
5. M. Modou SARR, Chef CADL

c) CHARTE DE TRANSPARENCE ET D'ETHIQUE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES

Un modèle d'attestation de prise de connaissance des dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de Marchés publics pour l'ensemble des membres de la commission des marchés nous a été communiqué. Ces différentes attestations ont été signées le 04/01/2011.

d) PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le plan de passation des marchés a été publié sur le site de l'ARMP.

e) AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'Avis Général de Passation des marchés a été publié dans un journal selon les autorités de la communauté rurale de TOUBA mais la coupure du journal objet de la publication ne nous a pas été fournie.

3.2.2- Exercice des Contrôles

3.2.2.1- Rappels succincts

Le contrôle des marchés publics, conformément **aux articles 139 à 144 inclus du code**, est assuré :

- a) par la DCMP qui est chargée du contrôle a priori de la passation des marchés
- b) par les organes de contrôle interne qui effectuent un contrôle a posteriori à l'initiative de chaque autorité contractante
- c) par l'ARMP qui effectue un contrôle a posteriori au titre des missions annuelles de revue de conformité des procédures de passation des marchés publics, conformément à ses prérogatives institutionnelles.

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

L'article 140 du code précise bien que la DCMP assure un contrôle a priori à toutes les étapes de la procédure de passation des marchés et en fonction des seuils arrêtés par les arrêtés du Premier Ministre et du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

3.2.2.3- Fonctionnement de la C.P.M

RAS

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier

SANS OBJET

3.2.3- Quid de la Régulation ?

RAS

CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION

4.1.1- Constats de carence documentaire

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

R.A.S

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution financière

R.A.S

4.1.2- Identification de fractionnements potentiels

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

Les autorités contractantes ne peuvent, en aucun cas, fractionner les dépenses ou sous-estimer la valeur des marchés de façon à les soustraire aux règles qui leur sont normalement applicables, conformément aux termes de **l'article 54 du code**.

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

RAS

4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

4.2.1- Dossiers d'appels à candidature (D.A.C)

4.2.1.1- Rappels succincts

Les D.A.C doivent être élaborés, selon la procédure choisie, de façon à contenir la totalité des pièces et documents nécessaires à la consultation et à l'information des candidats, conformément aux termes de l'article 58 du code.

4.2.1.2- Constats spécifiques

A / APPELS D'OFFRES

1/APPEL D'OFFRES relatif aux travaux d'extension de réseau d'adduction d'eau potable dans la C.R de TOUBA MOSQUEE.

Il est inscrit dans le PPM du 24/02/2011 transmis à la DCMP. L'AAO a été publié le 1^{er} JUILLET 2011 par voie d'affichage à l'hôtel

Communautaire de Touba. A l'ouverture des plis qui a eu lieu le 09/08/2011, **dix (10) offres ont été reçues** des candidats suivants :

1/ ETS KHEXWEUL avec un montant de	: 49.943.775 FCFA
2/ KEBE KHEWEUL avec un montant de	: 39.712.000 FCFA
3/ GIE SINE SECURITE avec un montant de	: 49.630.000 FCFA
4/ EGEREB avec un montant de	: 53.857.500 FCFA
5/ QU SS FALLOU avec un montant de	: 124.640.214 FCFA
6/ CFCO avec un montant de	: 60.841.980 FCFA
7/ SENECONSTRUCTION avec un montant de	: 89.096.962 FCFA
8/ TGE avec un montant de	: 48.884.500 FCFA
9/ GENITEC avec un montant de	: 65.424.148 FCFA
10/ GIE TOUBA NDANGOU SALL avec un montant de	: 58.675.838 FCFA

Après examen technique, **Les quatre (04) entreprises suivantes** ont été jugées conformes, à savoir :

- 1/ TGE
- 2/ EGEREB
- 3/ CSCO
- 4/ SENECONSTRUCTION

TGE, ayant une offre conforme et évaluée moins- disante, a été retenue comme attributaire provisoire pour le montant de **48.884.500 F CFA TTC**;

L'attribution provisoire a été publiée par voie d'affichage à l'hôtel communautaire de Touba et la lettre de notification a été bien fournie dans le dossier. Un avis de rejet de candidature a été envoyé aux candidats non retenus par lettre N°02/CRTM/PCR/SC du 16/08/2011. Aucun recours n'a été enregistré.

2/ APPEL D'OFFRES relatif à la construction d'un poste de sante et d'une maternité à Touba Thiawène dans la C.R de TOUBA MOSQUEE

Il a été publié ans le PPM du 24/02/2011 transmis à la DCMP. L'AAO a été publié le 1^{er} JUILLET 2011 par voie d'affichage à l'hôtel communautaire de Touba. A l'ouverture des plis qui a eu lieu le 09/08/2011. **Quatre (04) offres ont été reçues** des candidats suivants :

1/ CSCO avec un montant de	56.806.463 FCFA
2/ SENECONSTRUCTION avec un montant de	56.651.859 FCFA
3/ SGBTPC avec un montant de	47.418.119 FCFA
4/ GIE TOUBA NDANGOU SALL avec un montant de	47.713.040 FCFA

Après examen technique, la seule candidature de **L'entreprise SENECONSTRUCTION a été jugée conforme et retenue pour un montant de 56.651.859 FCFA TTC**. Les offres des autres candidats CSCO, SGBTPC et GIE TOUBA NDANGOU SALL ont été jugées non conformes.

L'attribution provisoire a été publiée par voie d'affichage à l'hôtel communautaire de Touba et la lettre de notification a été bien fournie dans le dossier. Un avis de rejet de candidature a été envoyé aux candidats non retenus par lettre N°2/CRTM/PCR/SC du 16/08/2011 ; il a été fourni dans le dossier. Aucun recours n'a été enregistré.

B- DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP)

1/ DRP pour TRAVAUX DE REMBLAIS

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation n°093/095/00096/097/CRTM/PR/SC/2011 du 09/06/2011 avec un délai de préparation des offres de 15 Jours.

Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ WAKEUR MAME CHEIKH ANTA GAYE ET FRERE
- 2/ YANDE SUARL
- 3/ GIE BARAKATU
- 4/ ENTREPRISE FAYE EGEN

Trois (03) offres ont été reçues. Il s'agit de :

- | | |
|---|---|
| 1/ WAKAUR MAME CHEICKH ANTA GAYE ET FRERE | : |
| 17.959.985 FCFA | |
| 2/ ENTREPRISE FAYE EGEN | : |
| 18.020.000 FCFA | |
| 3/ GIE BARAKATU | : |
| 19.000.000 FCFA | |

Après examen technique, seule la candidature de **WAKEUR MAME CHEICKH ANTA GAYE ET FRERE** a été jugée conforme et retenue pour un montant de **17.959.985 FCFA / TTC**. Un avis de rejet de candidature a été envoyé aux candidats non retenus par lettres n°00058/ MPR/SC/2011 et n°59/MPR/SC/2011 du 24/06/2011. Aucun recours n'a été enregistré.

2/DRP pour TRAVAUX DE DESENSABLEMENT DE LA VILLE DE TOUBA

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n°109/110/111/108/112/CRTM/PR/SC/2011 du 09/06/2011 avec un délai de préparation des offres de 15 JOURS. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ GIE TOUBA MBADIANENE
- 2/ GIE LA CONFIANCE
- 3/ GIE TOUBA KHELCOM
- 4/ THIEYENNE ENTRPRISE
- 5/ ETS TDMS

Trois (03) offres ont été reçues. Il s'agit de :

1/ THIEYENNE ENTRPRISE	: 18.000.000 FCFA
2/ ETS TMMS	: 18.600.000 FCFA
3/ GIE TOUBA KHELCOM	: 19.200.000 FCFA

Après examen technique, la candidature de THIEYENNE ENTRPRISE a été jugée moins disante et retenue pour un montant de 18.000.000 FCFA TTC. Les entreprises, ayant proposé des offres non retenues, ont été avisées par lettres n° 58/ MPR/SC/2011 et n° 59/MPR/SC/2011 du 24/06/2011.

3/ DRP pour la CONSTRUCTION D'ABRIS BUS

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n° **098/099/100/0101/0102/CRTM/PR/SC/2011** du **09/06/2011** avec un délai de préparation des offres de 15 JOURS. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ MONDIAL CONTACT SERVICE
- 2/ ENTREPRISE NDINDY PRESTA
- 3/ ENTREPRISE ACM
- 4/ ENTREPRISE ECM
- 5/ ENTREPRISE AGENCE VITAMINE

Trois (03) offres ont été reçues. Il s'agit de :

1/ ENTREPRISE AGENCE VITAMINE	: 12.272.000 FCFA
2/ ENTREPRISE ECM	: 12.461.600 FCFA
3/ ENTREPRISE ACM	: 13.426.512 FCFA

Après examen technique, la candidature de ENTREPRISE AGENCE VITAMINE a été jugée moins disante et retenue pour un montant de 12.272.000F CFA/ TTC. Un avis de rejet de candidature a été envoyé aux candidats non retenus par lettres n°052/ CRTM/PR/SC/2011 et 053/CRTM/PR/SC/2011 du 24/06/2011.

4/ DRP pour FOURNITURE ET INSTALLATION DE LAMPADAIRES

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n°070/071/072/073/074/CRTM/PR/SC/2011 du 03/05/2011 avec un délai de préparation des offres de 15 JOURS. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ EGETEL
- 2/ ETS TQG
- 3/ MONDIAL CONTACT SERVICE
- 4/ ENTREPRISE SOKNA MAI LEYE
- 5/ TES

Trois (03) offres ont été reçues. Il s'agit de :

- | | |
|------------|-------------------|
| 1/ EGETEL | : 14.543.500 FCFA |
| 2/ ETS TQG | : 14.750.000 FCFA |
| 3/ TES | : 12.508.000 FCFA |

Après examen technique, la candidature de TOUBA ENERGIE SOLUTION a été jugée moins disante et retenue.

Un avis de rejet de candidature a été envoyé aux candidats non retenus par lettres n°00037/CRT/MPR/SC et n°38/CRT/MPR/SC du 18/05/2011

5/ DRP pour ENTRETIENS DIVERS ET VIDANGE DE FOSSE SEPTIQUE

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n°00154/00155/00156/00157/00158/CRTM/PR/SC/2011 du 13/06/2011 avec un délai de préparation des offres de 16 JOURS. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ GIE TOUBA KHELCOM
- 2/ GIE LE CONFIANCE
- 3/ ENTREPRISE OUMAR BADIANE

4/ ENTREPRISE NDINDY PRESTA

5/ ENTREPRISE KEUR SERIGNE NIANE DIOP

Trois (03) offres ont été reçues. Il s'agit de :

1/ OUMAR BADIANE	: 2.997.200 FCFA
2/ NDINDY PRESTA	: 3.048.000 FCFA
3/ ENTREPRISE KEUR SERIGNE NIANE DIOP	: 3.100.000 FCFA

L'ENTREPRISE OUMAR BADIANE, ayant proposé une offre conforme évaluée moins disante, a été retenue comme attributaire provisoire pour le montant de 2.997.200 FCFA TTC. Les entreprises ayant proposé des offres non retenues ont été avisées par lettres n° 083/ MPR/SC/2011 et n° 084/MPR/SC/2011 du 30/06/2011.

6/ DRP POUR ACQUISITION DE FOURNITURE D'IMPRIMERIES ET REGISTRES

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n°0198/00199/0200/0201/0202/CRTM/PR/SC/2011 en date du 08/08/2011 avec délai de préparation des offres de 14 JOURS. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ YANDE SUARL
- 2/ GIE WAKEUR SERIGNE MOUTALA MBACKE
- 3/ ETABLISSEMENT TOUBA DAROU MINAME SERVICE
- 4/ THIEYENE ENTREPRISE
- 5/ ENTREPRISE RIDA

Quatre (03) offres ont été reçues. Il s'agit de :

1/ RIDA:	9 000 000 F CFA
2/ THIEYENE ENTREPRISE:	7 500 000 F CFA
3/ TOUBA DAROU MINAME SERVICE:	6 000 000 F CFA

TOUBA DAROU MINAME SERVICE, ayant proposé une offre conforme évaluée moins disante, a été retenu comme attributaire provisoire pour le montant de 6 000 000 FCFA/TTC. Les entreprises ayant proposé des offres non retenues ont été avisées par lettres n°0136/CRMT/PR/SC/ et n°0137/CRTM/PR/SC/2011 du 22/07/2011

7/ DRP POUR ACQUISITION D'EQUIPEMENTS MEDICAUX

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation **n°0198/00199/0200/00201/0202/CRTM/PR/SC/2011** en date du **08/08/2011**

avec un délai de préparation des offres de 14 JOURS. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ NDINDY PRESTA
- 2/ DAMACOU SERVICE
- 3/ TECHNOPOINTE PLUS
- 4/ ESPACE GLOBAL
- 5/ KEUR SERIGNE BARA MBACKE

Quatre (04) offres ont été reçues. Il s'agit de :

- | | |
|-----------------------------|------------------|
| 1/ KEUR SERIGNE BARA MBACKE | : 9.081.146 FCFA |
| 2/ ESPACE GLOBAL | : 9.174.500 FCFA |
| 3/ TECHNOPOINTE PLUS | : 9.268.900 FCFA |
| 4/ DAMACOU SERVICE | : 9.278.340 FCFA |

KEUR SERIGNE BARA MBACKE, ayant proposé une offre conforme évaluée moins disante, a été retenu comme attributaire provisoire pour le montant de 9.081.146 FCFA/TTC. Les entreprises ayant proposé des offres non retenues ont été avisées par lettres n°0105/ MPR/SC/2011, 0106/ MPR/SC/2011et 0107/MPR/SC/2011 du 22/08/2011.

8-DRP POUR AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation N°056 /057/058/059/060/CRTM/PR/SC/2001 en date du 15/03/2011 avec un délai de préparation des offres de 15 JOURS. Les candidats consultés sont les suivants :

1/ GIE TOUBA KHELCOM

2/ GIE LA CONFIANCE

3/ ETS TDMS

4/ ENTREPRISE RIDA

5/ TIEYENE ENTREPRISE

Trois (03) offres ont été reçues. Il s'agit de :

1/ ETS TDMS : 6.047.500 FCFA

2/ ENTREPRISE RIDA : 6.112.400 FCFA

3/ TIEYENE ENTREPRISE : 5.982.600 FCFA

TIEYENE ENTREPRISE, ayant proposé une offre conforme évaluée moins disante, a été retenue comme attributaire provisoire pour le montant de 5.982.600 FCFA/TTC. Les entreprises, ayant proposé des offres non retenues, ont été avisées par lettres N°052/ CRTM/PR/SC/2011 et 053/CRTM/PR/SC/2011 du 24/06/2011

9-DRP POUR ACQUISITION DE PIECE DE RECHANGE AUTOMOBILE

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n°084/085/086/086BIS/087/CRTM/PR/SC/2011 en date du 09/06/2011 avec un délai de préparation des offres de 15 JOURS. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ ENTREPRISE SOKHNA MATI LEYE
- 2/ ENTREPRISE SOCIETE COMMERCIALE TOUBA DAROU FANAYE SARL
- 3/ GIE TOUBA MBADIANENE
- 4/ GIE SERIGUE MBACKE MADINA
- 5/ ENTREPRISE OUMAR BADIANE

Trois (03) offres ont été reçues. Il s'agit de :

- | | |
|------------------------------|------------------|
| 1/ ENTREPRISE OUMAR BADIANE | : 3.505.190 FCFA |
| 2/ GIE SERIGNE MBACKE MADINA | : 3.618.470 FCFA |
| 3/ GIE TOUBA MBADIANENE | : 3.638.530 FCFA |

ENTREPRISE OUMAR BADIANE, ayant proposé une offre conforme évaluée moins disante, a été retenue comme attributaire provisoire pour le montant de 3.505.190 FCFA/TTC. Les entreprises, ayant proposé des offres non retenues, ont été avisées par lettres n°044/ CRTM/PR/SC/2011 et 045/CRTM/PR/SC/2011 du 24/06/2011.

10 / DRP POUR ACQUISITION DE PRODUITS D'ENTRETIEN

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation **N°079/080/081/082/083/CRTM/PR/SC/2011** en date du **09/06/2011** avec un délai de préparation des offres de 15 JOURS. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ ENTREPRISE SOKHNA MATI LEYE
- 2/ ENTREISE MONDIALE CONTACT SERVICE
- 3/ ENTREPRISE THIANE ET FRERE
- 4/ GIE TOUBA KHELCOM
- 5/ ENTREPRISE KMCI

Trois (03) offres ont été reçues. Il s'agit de :

- | | |
|-------------------------------|------------------|
| 1/ ENTREPRISE KMCI | : 6.006.200 FCFA |
| 2/ ENTREPRISE THIANE ET FRERE | : 6.230.000 FCFA |
| 3/ GIE TOUBA KHELCOM | : 6.218.000 FCFA |

ENTREPRISE KMCI, ayant proposé une offre conforme évaluée moins disante, a été retenue comme attributaire provisoire pour le montant de **6.006.200 FCFA /TTC**. Les entreprises, ayant proposé des offres non retenues, ont été avisées par lettres n° 041/CRTM/PR/SC/2011 et 042/CRTM/PR/SC/2011 du 24/06/2011.

11/ DRP POUR TRAVAUX D'ELAGAGE D'ARBRES

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n°0167/00168/0169/0170/0171/CRTM/PR/SC/2011 en date du **13/06/2011** avec un délai de préparation des offres de 17 JOURS. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ GIE TOUBA KHELCOM
- 2/ GIE OMAR BADIANE
- 3/ BEGECA
- 4/ GIE BOROM DAROU KHADIM
- 5/ GIE FARLOU PRESTATION

Trois (03) offres ont été reçues. Il s'agit de :

- | | |
|----------------------|-------------------|
| 1/ FARLOU PRESTATION | : 3.543.540 FCFA |
| 2/ BEGECA | : 3.712.280 F CFA |
| 3/ GIE BOROM DAROU | : 3.881.120 F CFA |

GIE FARLOU PRESTATION, ayant proposé une offre conforme évaluée moins disante, a été retenu comme attributaire provisoire pour le montant de **3.543.540 FCFA/TTC**. Les entreprises, ayant proposé des offres non retenues, ont été avisées par lettres

n°089/ MPR/SC/2011 et N°090/MPR/SC/2011 du 30/06/2011. Aucun recours n'a été enregistré.

12/ DRP POUR ACQUISITION DE MATERIELS DE SIGNALISATION

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n°030/00031/032/033/034/CRTM/PR/SC/201 du 15/02/2011 avec un délai de préparation des offres de 14 JOURS. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ YANDE SUARL
- 2/ MONDIAL CONTACT SERVICES
- 3/ EMC
- 4/ ABC
- 5/ SERIGNE MODOU A B THIAM

Trois (03) offres ont été reçues. Il s'agit de :

- | | |
|----------------------------|------------------|
| 1/ EMC | : 8.903.100 FCFA |
| 2/ ABC | : 9.811.700 FCFA |
| 3/ SERIGNE MODOU A B THIAM | : 7.941.400 FCFA |

ETS SERIGNE MODOU A B THIAM, ayant proposé une offre conforme évaluée moins disante, a été retenu comme attributaire provisoire pour le montant de 7.94.400 FCFA/TTC. Les entreprises, ayant proposé des offres non retenues, ont été avisées par lettres n°014/ MPR/SC/2011 et N°015/MPR/SC/2011 du 28/02/2011. Aucun recours n'a été enregistré.

13/ DRP POUR REFECTION DU MARCHE AUX POISSONS

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n°186/187/188/189/190/CRTM/PR/SC/2011 en date du 08/08/2011 avec un délai de préparation des offres de 14 JOURS. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ YANDE SUARL
- 2/ SCCTTDF
- 3/ NDIAYENE PARIS
- 4/ GIE EDDK
- 5/ ETABLISSEMENT TGE

Trois (03) offres ont été reçues. Il s'agit de :

- | | |
|-------------------|------------------|
| 1/ ENTREPRISE TGE | : 3.342.350 FCFA |
| 2/ NDIAYENE PÄRIS | : 3.973.060 FCFA |
| 3/ GIE EDDK | : 4.000.200 FCFA |

ENTREPRISE TGE, ayant proposé une offre conforme évaluée moins disante, a été retenu comme attributaire provisoire pour le montant de 3.342.350 FCFA/TTC. Les entreprises ayant proposé des offres non retenues ont été avisées par lettres N°000099/MPR/SC/2011 et 100/MPR/SC/2011 du 22/08/2011. Aucun recours n'a été enregistré

14/ DRP POUR ACQUISITION D'IMPRIMES ET DE REGISTRES

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n°07/08/09/010/011/CRTM/PR/SC/2011 en date du **15/02/2011** avec un délai de préparation des offres de 13 JOURS. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ GIE TOUBA DAROU MBADIANENE
- 2/ GIE LA CONFIANCE
- 3/ GIE TOUBA KHELCOM
- 4/ THIEYENE ENTREPRISE
- 5/ ETS TOUBA DAROU MINANE SERVICES

Trois (03) offres ont été reçues. Il s'agit de :

- | | |
|------------------------------------|-------------------|
| 1/ GIE TOUBA KHELCOM | : 8.640.000 FCFA |
| 2/ THIEYENE ENTREPRISE | : 8.761.500 F CFA |
| 3/ ETS TOUBA DAROU MINANE SERVICES | : 8.602.200 F CFA |

ETS TOUBA DAROU MINANE SERVICES, ayant proposé une offre conforme évaluée moins disante, a été retenu comme attributaire provisoire pour le montant de 8.602.200 FCFA /TTC. Les entreprises, ayant proposé des offres non retenues, ont été avisées par lettres n°003/ CRT/MPR/SC/2011 et 004/CRT/MPR/SC/2011 du 28/02/2011. Aucun recours n'a été enregistré.

15/ DRP POUR REHABILITATION DE CLASSE

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n°0241/0240/0238/0237/0239/CRTM/PR/SC/2011 en date du **07/07/2011** avec un délai de préparation des offres de 15 JOURS. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ ENTREPRISE SOGEBAT
- 2/ ETABLISSEMENT GCP SARL
- 3/ GIE TBTP
- 4/ GIE TOUBA MBADIANENE
- 5/ ENTREPRISE SOKHNA MATY LEYE

Trois (03) offres ont été reçues. Il s'agit de :

- | | |
|-----------------------|------------------|
| 1/ ENTREPRISE SOGEBAT | : 3.544.720 FCFA |
| 2/ GIE TBTP | : 3.650.212 FCFA |
| 3/ GCP SARL | : 3.411.300 FCFA |

ENTREPRISE SOGEBAT, ayant proposé une offre conforme évaluée moins disante, a été retenue comme attributaire provisoire pour le montant de 3.544.720 FCFA/TTC.

Les entreprises, ayant proposé des offres non retenues, ont été avisées par lettres n°0129/CRTM/PR/SC/2011 et 0130/CRTM/PR/SC/2011 du 22/07/2011. Aucun recours n'a été enregistré.

16/ DRP POUR CONSTRUCTION D'EDICULES PUBLICS

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n°014/00015/009/016/017/CRTM/PR/SC/2011 en date du **15/02/2011** avec un délai de préparation des offres de 13 JOURS. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ SCDTF
- 2/ GIE TOUBA DAROU MINANE
- 3/ GIE TOUBA KHELCOM
- 4/ GIE KHADIM RASSOUL
- 5/ GIE DAROU MINANE

Trois (03 offres) ont été reçues. Il s'agit de :

- | | |
|---------------------------|------------------|
| 1/ GIE TOUBA DAROU MINANE | : 8.146.764 FCFA |
| 2/ GIE KHADIM RASSOUL | : 8.261.834 FCFA |
| 3/ GIE DAROU MINANE | : 8.276.565 FCFA |

GIE TOUBA DAROU MINANE , ayant proposé une offre conforme évaluée moins disante, a été retenu comme attributaire provisoire pour le montant de 8.276.565 FCFA/TTC . Les entreprises ayant offert des offres non retenues ont été avisées par lettres n°006/ CRT/MPR/SC/2011 et 007/CRT/MPR/SC/2011 du 28/02/2011. Aucun recours n'a été enregistré.

17/ DRP POUR CONSTRUCTION DU MUR DE CLOTURE DU CENTRE FRIGORIFIQUE

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n°088/089/090/091/092CRTM/PR/SC/2011 en date du : **09/06/2011** avec un délai de préparation des offres de 15 JOURS. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ THIEYENE ENTREPRISE
- 2/ SOGEBAT TP SARL
- 3/ TSMA
- 4/ NDINDY PRESTA SARL
- 5/ THIEYENNE ENTREPRISE

Trois (03) offres ont été reçues. Il s'agit de :

- | | |
|------------------------|-------------------|
| 1/ SOGEBAT TP SARL | : 9.153.349 FCFA |
| 2/ TSMA | : 11.750.538 FCFA |
| 3/ THIEYENE ENTREPRISE | : 9.542.955 FCFA |

SOGEBAT TP SARL, ayant proposé une offre conforme évaluée moins disante, a été retenu comme attributaire provisoire pour le montant de 9.153.349 FCFA/TTC. Les entreprises, ayant proposé des offres non retenues, ont été avisées par lettres n°047/MPR/SC/2011 et 048/MPR/SC/2011 du 24/06/2011. Aucun recours n'a été enregistré.

18/ DRP POUR CONSTRUCTION DE RESERVOIRS

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation n°044/00045/046/047/048/CRTM/PR/SC/2011 en date du **15/03/2011** avec un délai de préparation des offres de 15 JOURS. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ NDINDY PRESTA
- 2/ SOCIETE DE CONSTRUCTION TOUBA DAROUNFANAYE
- 3/ MKA AFRICA
- 4/ ENTREPRISE RIDA
- 5/ GIE TINDODY

Trois (03) offres ont été reçues. Il s'agit de :

- | | |
|--------------------|------------------|
| 1/ MKA AFRICA | : 7.974.756 FCFA |
| 2/ ENTREPRISE RIDA | : 7.890.665 FCFA |
| 3/ GIE TINDODY | : 8.093.380 FCFA |

ENTREPRISE RIDA, ayant proposé une offre conforme évaluée moins disante, a été retenue comme attributaire provisoire pour le montant de 7.890.665 FCFA/TTC. Les entreprises, ayant proposé des offres non retenues, ont été avisées par lettres n°020/MPR/SC/2011/ 022/ MPR/SC/2011/023/MPR/SC/2011 du 30/03/2011. Aucun recours n'a été enregistré.

NOTA BENE : Une avance de démarrage de 25 % du montant du marché a été consentie à l'attributaire contrairement aux dispositions de l'article 94 du NCMP et le versement constaté d'une caution d'égale valeur ne peut, en aucun, justifier cette entorse à la réglementation.

19/ DRP POUR CONSTRUCTION DE RESERVOIRS

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n°118/119/120/121/122/CRTM/PR/SC/2011 en date du **09/06/2011** avec un délai de préparation des offres de 15 JOURS. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ YANDE SUARL
- 2/ GIE LA CONFIANCE
- 3/ ENTRPRISE RIDA
- 4/ TOUBA DAROU MINANE SERVICES
- 5/ THIEYENE ENTREPRISE

Trois (03) offres ont été reçues. Il s'agit de :

- | | |
|--------------------------------|--------------------|
| 1/ THIEYENNE ENTREPRISE | : 17.731.695 FC FA |
| 2/ ENTRPRISE RIDA | : 18.677.960 FCFA |
| 3/ TOUBA DAROU MINANE SERVICES | : 19.370.172 FCFA |

THIEYENNE ENTREPRISE, ayant proposé une offre conforme évaluée moins disante, a été retenue comme attributaire provisoire pour le montant de 17. 731.695 FCFA /TTC.

Les entreprises ayant offert des offres non retenues ont été avisées par lettres n°064/MPR/SC/2011 et 063/MPR/SC/2011 du 24/06/2011. Aucun recours n'a été enregistré.

4.2.1.3- Commentaires spécifiques

Sur les 19 DRP passées en revue pour lesquelles cinq (05) candidats sont généralement consultés. Il a été constaté que, comme par hasard, à chaque fois, ce sont trois (03) réponses qui sont reçues pour les 17 DRP et quatre (04) réponses pour les deux autres DRP. **Toutefois, il a été noté que les accusés de réception des lettres d'invitation sont versés dans le dossier, et les lettres d'informations aux candidats non retenus sont régulièrement servies, et qu'il est donc difficile, objectivement, de supposer des velléités de collusion organisée par l'A .C.**

4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.A.O)

4.2.2.1- Rappels succincts

Les A.A.O doivent être en stricte conformité avec les règles applicables aux publicités et aux communications visées à **l'article 56 du code** et leur élaboration doit être conforme aux termes de **l'article 66 dudit code** (selon les modèles-types spécifiés par l'ARMP.)

4.2.2.2- Constats spécifiques

RAS

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

RAS

4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS

4.2.3.1- Rappels succincts

La présentation des offres et l'ouverture des plis sont des procédures strictement assujetties à des règles communes édictées respectivement aux articles 61 et 62, d'une part et d'autre part à l'article 67 du code.

4.2.3.2- Constats spécifiques

RAS

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1- Rappels succincts

La commission des marchés est seule compétente à vérifier la recevabilité des offres en application **des articles 43 et 44 du code**, et à procéder à un examen préliminaire, à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres conformément aux articles 68 à 70 du code. A cette fin, des critères d'évaluation des offres doivent être énumérés de façon déterminante, conformément à **l'article 59 du code**.

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation**RAS****4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation****RAS****4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution****RAS****4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution****RAS****4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE****4.2.5.1- Rappels succincts**

Le recours à la procédure de passation des marchés par entente directe, est strictement assujéti aux termes **des articles 76 et 77 du code**, notamment en ce qui concerne les aspects liés aux avis et autorisations préalables relevant de la DCMP (droit d'exclusivité, secret-défense nationale, sécurité-protection et sûreté de l'Etat, marché complémentaire, accords internationaux de maintien de la paix, mesures de mobilisation générale et de mise en garde, urgence impérieuse).

4.2.5.2- Constats spécifiques**RAS****4.2.5.3- Commentaires spécifiques****RAS****4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES****4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation**

Si on se réfère au code notamment en ses articles ci-après, portant sur les délais globaux de passation, à savoir :

. **ARTICLES 63.2 et 63.3** (45Jours pour A.O internationaux et A.O en 02étapes)

. **ARTICLE 70** (15 Jours à 25 Jours sur demande motivée de l'A.C pour évaluation et comparaison des offres)

. **ARTICLE 82** (15 Jours : M.I, 30 Jours : DP, 15 Jours pour évaluation des marchés de Prestations Intellectuelles)

. **ARTICLES 83 à 91** (attribution, publicité, délai de recours pour un délai pouvant aller de 03 à 10 Jours)

Il est possible de **retenir un chemin critique de longueur estimée à 80 Jours environ** pour la durée globale de la procédure de passation (de l'avis d'appel d'offres à l'attribution).

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE

4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier

4.3.1.1-Concernant les engagements

Le Président du conseil rural (PCR) donne l'ordre au comptable d'établir un bon de commande (bon vert) signé par lui et par le receveur rural au titulaire du marché, selon le cas, en s'assurant que le titulaire remplit toutes les conditions exigées par la réglementation notamment en termes de garanties contractuelles.

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

Après réception du bon de commande, le fournisseur envoie la facture définitive et le bon de livraison à la commission de réception qui après vérification et constat sur la conformité entre la commande et la livraison, transmet la facture au service comptable.

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

Le comptable fait la liquidation des factures et établit les mandats qui sont signés par le Président du conseil rural (PCR). La liasse est ainsi transmise au receveur rural. Le Receveur rural vérifie si la liasse est complète et procède au règlement.

4.3.1.4- Limites identifiées de l'audit d'exécution financière

SANS OBJET

4.3.2- Constats sur l'audit de l'exécution financière

4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties contractuelles

RAS

4.3.2.2- Concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

RAS

4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles

RAS

4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

4.4.1- Concernant les travaux routiers

SANS OBJET

4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil

SANS OBJET

4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement

SANS OBJET

4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime

SANS OBJET

4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études

SANS OBJET

CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES

5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage

La Communauté Rurale de TOUBA gagnerait à disposer d'un local exclusivement réservé à l'archivage de ses documents de marché, compte tenu de son envergure qui évolue chaque jour de façon rapide. Il s'y ajoute que son siège actuel est assez spacieux et permet de mettre à disposition des locaux appropriés. Toutefois, la mission d'audit a reçu l'ensemble des dossiers requis, pour sa revue, dans les délais impartis.

5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

RAS

5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

Partant du constat que les missions **de revue de LA GESTION 2011 se sont déroulées durant le premier trimestre de l'année 2013**, il serait judicieux de prendre certaines dispositions tendant à corriger ce décalage afin d'éviter les observations ci-après, formulées par certaines autorités contractantes, et qui paraissent fondées, à savoir :

- a) Les constats divers sur la passation des marchés (anomalies, non-conformités) ainsi que les recommandations qui en découleraient, formulées par les cabinets d'audit ne sont connues des A.C concernées qu'à l'année N+2 et n'auraient ainsi aucun impact sur la correction d'éventuelles mauvaises pratiques à l'année N+1 (qui aurait dû être l'année d'application des bonnes pratiques recommandées !)
- b) Les risques de disparition (volontaire ou non !) de documents de marchés s'accroissent surtout du fait d'un système de classement et d'archivage défectueux ou du fait des nombreux changements, découpages et reconfigurations au niveau des AC (notamment celles relevant de certains ministères à forte tendance à mutations : infrastructures, mines, énergie, tourisme, artisanat, commerce, industrie, etc.)

5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES

5.2.1- Concernant le fractionnement

RAS

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

Compte tenu des fortes tendances d'évolution des marchés que la Communauté Rurale de TOUBA est appelée à passer dans les années à venir, il est fort recommandé de prévoir d'ores et déjà un dispositif plus efficace de passation des marchés publics qui consisterait à :

a) Prévoir l'embauche d'un SPM expérimenté et très professionnel en raison de l'importance relative (en nombre et en montant) des marchés à exécuter d'une part et d'autre part de la sensibilité de l'environnement socio-culturel qui prévaut.

b) Mettre en place un programme de renforcement des capacités sur la réglementation des marchés en faveur de l'ensemble des acteurs concernés de la Communauté Rurale (membres de la cellule, de la commission, conseillers ruraux) d'autant que les Agents de la Communauté Rurale n'ont jamais bénéficié des formations dispensées par l'ARMP et la DCMP depuis leur avènement.

c) Envisager très rapidement la mise en place d'un dispositif technique adapté à l'ampleur des infrastructures envisagées dans la Communauté Rurale, notamment pour la phase EXECUTION DES MARCHES, à savoir : embauche d'un ingénieur chargé du contrôle technique des travaux ou d'un Bureau d'Etudes partenaire , et ceci, dans la perspective d'une bonne élaboration des DAO TRAVAUX et de l'avènement des prochaines missions d'audit technique.

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

La Communauté Rurale de TOUBA devrait renforcer davantage sa crédibilité (assez satisfaisante, au demeurant, il faut le souligner ! avec le nouveau dispositif mis en place depuis l'exercice 2011 par le nouveau P.C.R et bénéficiant de l'appui d'un cabinet privé spécialisé en passation des marchés) en évitant toutes velléités de soupçon d'entente organisée

ou de collusion entre candidats aux marchés de DRP grâce aux mesures urgentes ci-après à prendre :

a) Diversifier les candidats à consulter (en nombre et en qualification) quitte à procéder périodiquement à des présélections, préqualifications, agréments, etc, de prestataires issus de tout le SENEGAL et non exclusivement de la localité.

b) Elaborer, autant que possible et à chaque fois, des cahiers des charges (même sommaires) afin de cibler les candidats les plus qualifiés par nature de marchés (travaux, fournitures, services courants, ou prestations intellectuelles) et d'assujettir, conformément à la réglementation, l'attribution des marchés, au respect strict du principe sacro-saint du MOINS DISANT QUALIFIE.